



## Santé : la prévention fait l'unanimité chez les candidats à la présidentielle



De Fillon à Hamon en passant par Macron, tous les candidats mettent la prévention au cœur de leur programme de santé. - Crédits photo : LIONEL BONAVENTURE/AFP

De Fillon à Hamon en passant par Macron, tous les candidats l'intègrent dans leur projet.

Mieux vaut prévenir que guérir! C'est devenu le leitmotiv de tous les candidats à l'élection présidentielle, de Fillon à Hamon en passant par Macron, qui mettent la prévention au cœur de leur programme de santé.

Il y a en effet urgence à accorder une plus grande importance à la prévention, qui reste en France le maillon faible avec seulement 3,2 milliards d'euros qui lui sont consacrés, soit 2 % des dépenses de soins contre 3 % dans les autres pays de l'OCDE. Et si la Sécu fait bien des campagnes de communication pour la lutte contre le cancer du sein ou le cancer de la prostate par exemple, «ces actions restent trop générales et pas assez ciblées pour être vraiment efficaces», estime Laurent Ouazana, membre de l'Institut de la protection sociale.

«Pris en compte plus tôt, on pourrait mieux traiter et réduire de 15 % à 25 % les coûts de l'insuffisance rénale ou des maladies cardiovasculaires par exemple»

Laurent Ouazana, membre de l' Institut de la protection sociale

Ce think-tank présentait jeudi matin une série de seize recommandations aux candidats à l'élection présidentielle en matière de protection sociale (retraite, RSI, épargne salariale, etc.), au premier rang desquelles la mise en œuvre d'une vraie politique de prévention médicale. Car plus une pathologie est prise en compte tôt, plus on augmente les chances de guérison du patient mais plus on diminue également les coûts pour la collectivité. «Pris en compte plus tôt, on pourrait mieux traiter et réduire de 15 % à 25 % les coûts de l'insuffisance rénale ou des maladies cardiovasculaires par exemple», explique Laurent Ouazana.

www.lefigaro.fr  
Pays : France  
Dynamisme : 0



Page 2/2

[Visualiser l'article](#)

### Base de données nationale

Comment passer de la parole aux actes? L'IPS propose deux axes. D'une part, mettre en place une consultation prévention tous les ans à partir de 50 ans. Une recommandation proche de la proposition de François Fillon mais qui, lui, la fixe tous les deux ans pour tous.

«Le but de cette campagne nationale de collecte de données médicales serait d'instaurer un radar de bonne santé»

Laurent Ouazana, membre de l' Institut de la protection sociale

D'autre part, l'IPS incite à mieux utiliser les données de santé aujourd'hui sous-exploitées. Sur ce point, le think-tank rejoint l'OCDE, qui le recommande rapport après rapport. Pour y parvenir, l'IPS suggère de mettre en place une consultation unique et obligatoire pour les plus de 10 ans visant à collecter les données médicales des Français et à constituer une base de données précise et à jour.

Ce «check-up» de 45 minutes, effectué par le médecin traitant et rémunéré autour de 50 euros, serait obligatoire et pris en charge à 100 %, cofinancé par les régimes obligatoires (85 %) et complémentaires (15 %). Soit un coût «one shot» de 3 milliards d'euros. Les récalcitrants pourraient être sanctionnés par une majoration du ticket modérateur. «Le but de cette campagne nationale de collecte de données médicales serait d'instaurer un radar de bonne santé et de diriger certaines populations vers des examens ou analyses approfondis», explique Laurent Ouazana. Un vaste chantier qui représente un profond changement culturel!